

Droite ou gauche, qui est la famille politique la plus démunie sur le plan des idées face au raz de marée République En marche ?



Si la gauche non ralliée à Emmanuel Macron et le Front National trouverons sans mal les lignes d'opposition à En Marche, c'est la droite républicaine qui se retrouverait la plus démunie sur le plan des idées.

Avec Christophe
Bouillaud

Atlantico : Quels sont les points sur lesquels la droite d'une part et la gauche de l'autre vont pouvoir s'opposer à coup sûr à Emmanuel Macron, y compris chez les "constructifs" ? Quelles sont les thématiques politiques sur lesquelles les différentes oppositions vont pouvoir réagir face à LREM ?

Maxime Tandonnet : L'élection à la présidence de la République d'Emmanuel Macron remonte à un peu plus d'un mois et les élections législatives n'ont pas encore eu lieu. Le chef de l'Etat nous dit-on, a réalisé un « sans faute » sur sa communication, notamment internationale. Mais il est difficile d'anticiper sur ce que sera son quinquennat et comment les oppositions vont devoir se positionner par rapport à lui. Nous assistons en ce moment à une déflagration sans précédent se traduisant par la désintégration de la classe politique. Les électeurs semblent avoir une seule idée en tête : la table rase. "Pour l'instant, LREM est le réceptacle de cette grande vague nihiliste soulevée par l'euphorie médiatique de l'élection de M. Macron. Une force centrale sortie de rien et réunissant des personnalités aussi disparates peut-elle devenir le socle d'une nouvelle réalité politique ? Seule l'expérience permettra de le dire. Les oppositions ne pourront retrouver une identité qu'en fonction de la suite des événements. Le danger est évidemment une poussée des extrémismes contre la force centrale que représente LREM et le succès de positions démagogiques et irréalistes à droite comme à gauche. Pour éviter ce scénario catastrophe mais vraisemblable, les oppositions modérées devront se réinventer totalement. Par le plus grand des paradoxes, LREM, censé incarner la recomposition est une force conservatrice, reflétant l'attente des milieux privilégiés, mais qui ne propose aucun changement fondamental sur la démocratie nationale et de proximité, le fonctionnement des institutions, l'organisation et le fonctionnement de l'Europe, l'Education nationale. Il appartient aux oppositions de s'emparer du besoin de transformation en profondeur de la société sur ces sujets.

Christophe Bouillaud : Pour la gauche, du moins celle qui sera non ralliée à Macron, il y aura d'abord et avant tout ce qui concerne le marché du travail. Il serait vraiment très étonnant que les réformes du marché du travail d'ores et déjà annoncées par le gouvernement ne provoquent pas un rassemblement des forces de gauche non ralliées au gouvernement autour de la défense du « monde du travail ». Cela devrait d'ailleurs impliquer des repositionnements de la part des syndicats. Les syndicats radicaux (CGT, Sud) devraient être de la bataille, mais est-ce que le principal syndical réformiste, la CFDT, va accepter ou non les réformes proposées par le gouvernement Macron ? Tout montre que le gouvernement veut éviter d'aller à l'affrontement avec tous les syndicats, mais en même temps, vu la radicalité des propositions qui ont filtré, il est possible que le gouvernement réussisse même à refaire l'unité perdue du monde syndical. Un autre miracle « macronien » en perspective donc.

Par ailleurs, la gauche non ralliée devrait se retrouver pour défendre le « modèle social français » plus généralement, en s'opposant à tout ce qui ferait de la France un pays néo-libéral comme les autres. La prétention de faire de la France un autre Danemark se heurtera rapidement aux réalités d'un grand et vieux pays de 68 millions d'habitants. On le verra sans doute sur les questions de Sécurité sociale, de retraite, de minimas sociaux, mais aussi de conception générale de l'économie. Tous les tenants à gauche d'une politique économique plus keynésienne vont se cabrer contre le virage « ordo-libéral » ou « flexisécuritaire » proposé par E. Macron.

En outre, malgré la présence de Nicolas Hulot au gouvernement, la partie écologiste de la gauche devrait réagir très fort si des décisions trop productivistes ou pro-nucléaires sont prises. Chaque grand projet, comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes bien sûr, sera l'objet de contestations très dures. La présence de beaucoup de personnes liées à des lobbys productivistes dans l'actuelle sphère du pouvoir risque de provoquer pas mal d'oppositions. L'insistance sur l'honnêteté et sur la transparence constitue d'ailleurs un piège pour le pouvoir actuel : il suffira qu'un député, un ministre ou un conseiller de ministre se montre trop proche d'un intérêt invouable prêt à sacrifier la santé des citoyens, la sécurité des consommateurs ou l'avenir de la planète pour quelque profit immédiat d'une société cotée en bourse pour que cela tourne à l'aigre.

Enfin, il est aussi possible que la gauche non ralliée se réveille sur la question des libertés publiques, que ces questions portent sur des problématiques anciennes de procédure pénale, de prison, etc. , ou nouvelles autour des libertés numériques. Jusqu'ici, le PS a fait bon marché des libertés publiques au nom de la nécessaire lutte contre le terrorisme. Il faut se rappeler les votes successifs des lois d'état d'urgence depuis 2015, et la solitude des très rares opposants même à gauche. Il se peut que ce qu'il restera du PS à l'Assemblée en vienne dans l'opposition à se rappeler qu'il fut un temps, certes lointain, où il s'est lui-même appuyé sur la Ligue des Droits de l'Homme pour construire son projet politique. Il en va de même de la défense des droits fondamentaux des étrangers présents sur notre territoire ou de celle de ceux des minorités visibles. Cette redécouverte des droits de l'homme et plus généralement des formes ordinaires de l'oppression étatique par l'opposition de gauche sera d'autant plus facile que le gouvernement Macron continuera à gérer les manifestations de rue opposées à sa politique comme les précédents gouvernements socialistes de M. Valls ou de B. Cazeneuve. La manière actuelle d'assurer le maintien de l'ordre comporte en effet, comme l'ont noté les spécialistes de la question, un fort risque d'affrontements violents.

Bref, une gauche non ralliée à Macron aura de quoi s'opposer. A l'autre bout de l'échiquier, il va de soi que le Front National n'aura guère lui non plus à forcer son talent pour dénoncer ce qu'il appellera la capitulation de Macron et de LREM au profit d'objectifs européens. Cela fera partie du jeu d'opposition binaire entre le FN et LREM. Probablement, LREM considérera sa propre démarche d'autant plus juste que le FN tiendra des propos acides à son égard, et inversement.

En revanche, la droite républicaine va avoir plus de difficultés à trouver des lignes d'opposition. En effet, la politique économique qu'entend suivre E. Macron paraît au moins aussi libérale que celle proposée par F. Fillon. Elle l'est même plus par certains côtés, puisqu'elle vise à remettre entièrement à plat tout le « modèle social français » dans un esprit de système qui manquait largement à la droite. Il suffit pour s'en convaincre de voir le niveau de satisfaction affiché actuellement par la MEDEF. Bref, sur les choix économiques, cela ne sera pas évident pour la droite de s'opposer sérieusement. Il faudra d'ailleurs observer l'attitude de la droite sénatoriale sur ce point : aura-t-elle vraiment quelque chose à redire aux lois proposées par le gouvernement actuel ?

Mais il existe tout de même des lignes de conflit. Il y en a cependant une déjà évidente : la défense des retraités dits aisés. Le choc fiscal Macron sur les retraités, avec la hausse de la CSG, sera dûment dénoncé. Il y a aussi un autre choc fiscal à dénoncer pour la droite : la suppression du paiement de la taxe d'habitation pour 80% des contribuables. D'une part, la droite pourra défendre les 20% restants, qui seront à n'en point douter pour une bonne part ses propres électeurs, d'autre part, dans une optique toute girondine, la droite pourra défendre la libre administration des collectivités locales, mise en danger évidemment par cette recentralisation subreptice des finances locales.

Par ailleurs, une partie de la droite devrait pouvoir se retrouver sur des thèmes identitaires. Cependant, pour l'heure, la LREM n'a annoncé aucune grande réforme de société, du genre « mariage pour tous », qui permettrait de mobiliser la droite catholique ou simplement conservatrice. Là aussi, cela risque de ne pas être évident de s'opposer pour la droite républicaine.

Est-ce que la droite n'est pas plus handicapée que la gauche pour assumer un statut d'opposition crédible ? En quoi le positionnement d'Emmanuel Macron, tant sur les thématiques économiques sécuritaires ou même d'éducation s'orientent plus vers un "droitisation" de LREM qui pourrait priver la droite de moyens de rebonds ?

Maxime Tandonnet : Là aussi, pardon, mais il est extrêmement difficile de répondre à cette question à ce stade. Le « positionnement » n'est pas une fin en soi. Si le positionnement n'est pas suivi d'actes et de résultats, même droitier, il apparaîtra comme une manipulation éphémère, une de plus, replongeant la France d'ici deux ans dans une nouvelle vague le dégoût de la politique. En revanche, il est certain que si le nouveau pouvoir réussit concrètement dans la lutte contre le chômage, s'il parvient à apporter des réponses effectives, réelles, aux inquiétudes des Français sur la violence quotidienne, sur le terrorisme, sur la maîtrise des flux migratoires, sur les difficultés des cités sensibles et à mettre fin au communautarisme, à résoudre la crise de l'éducation nationale, alors, ce sera la fin définitive de l'opposition de droite modérée. Disons plutôt qu'un parti dénommé LREM prendra la place de la droite républicaine et les Républicains disparaîtront. En effet, la droite traditionnelle, celle des Républicains, dès lors n'aura plus de possibilités de rebond, elle disparaîtra absorbée dans LREM. Le scénario du succès n'est évidemment pas le plus probable au vu de l'histoire et de l'expérience, mais qui peut dire aujourd'hui avec certitude comment les choses vont tourner ?

Christophe Bouillaud : Oui, le paradoxe, c'est que, selon les sondages, la droite (LR et UDI) obtiendra tout de même à l'issue des législatives, un nombre important de députés, constituant donc en principe - sauf alliance avec LREM et le Modem - la principale force parlementaire d'opposition, alors même qu'elle aura du mal à apparaître comme un opposant consistant sur les thématiques économiques, voire même sécuritaires. La gauche non ralliée, elle, avec ses quelques élus résiduels toujours selon les sondages, aura elle de quoi s'opposer. Le risque du coup pour la droite est en effet de se retrouver à n'avoir que des thématiques identitaires à faire valoir pour se différencier d'une majorité LREM-Modem. Ou bien elle risquera de s'aliéner les électeurs en proposant encore plus

de sang et de larmes en matière économique que la majorité macroniste. En pratique, pour se différencier utilement, cela voudra tenir un discours très dur sur l'immigration, sur l'Islam, sur la délinquance, mais le risque de ce genre de propos est d'apparaître comme trop proche du FN. Et cela d'autant plus que cette fois-ci il devrait y avoir plus de deux députés FN à l'Assemblée. Cela pourrait tourner au concours, « plus islamophobe que moi tu meurs », mais bon il n'est pas certain que cela suffise à animer la vie parlementaire pendant cinq ans. Il faut d'ailleurs remarquer que la campagne électorale de la présidentielle, puis celle des législatives, sont peu marquées par ces thèmes si chers aux polémistes comme Zemmour. On peut se demander si, dans le fond, après les attentats de 2015 et de 2016, il ne va pas de soi pour les électeurs de tous les partis en lice que le terrorisme islamisme constitue le Mal absolu et que, du coup, il n'y a plus de vraie différenciation possible sur ce point. Par contre, sur la question de qui doit payer plus d'impôts ou moins, là personne n'est d'accord. Comme d'habitude depuis qu'il y a une discussion sur ce point.

Que reste-t-il à la droite et à la gauche de leurs idées de "prédilection", ou "habituelles" qui n'aurait pas été repris par "En Marche !" ? Avec tant de reprises, est-ce qu'il n'y a pas un risque d'engendrer des confusions chez les électeurs ?

Maxime Tandonnet : La confusion est déjà totale, absolue ! De nombreux électeurs classiques de gauche se retrouvent sincèrement dans le vote LREM mais de nombreux électeurs traditionnels de droite s'y retrouvent tout autant et avec la même sincérité. Alors, peut-on parler d'un élan d'unité nationale ou d'un triomphe de l'enfumage permettant à tout le monde de se retrouver ? C'est la confrontation avec les réalités qui permettra de répondre à cette question. Il y a des sujets fondamentaux, qui se trouvaient au cœur des préoccupations des Français, mais qui sont occultés en ce moment par l'euphorie médiatique de l'élection présidentielle. Le plus crucial, conditionnant tous les autres, est celui de la fracture démocratique entre la France dite d'en haut et la France dite d'en bas. 88% des Français pensent que les politiques ne se préoccupent pas de se que pensent les gens comme eux selon le sondage annuel CEVIPOF sur la confiance. Or, il est impossible de gouverner efficacement et durablement un pays sans la confiance et le soutien populaire. Au-delà de l'euphorie médiatique du jour, les événements actuels ne font qu'amplifier cette fracture. Le succès de l'équipe actuelle a l'apparence d'une revanche de la France dite « d'en haut », fédéraliste, parisienniste, sans frontériste, libérale au plan économique et libertaire, sur la France dite « d'en bas », provinciale, rurale, conservatrice, parfois qualifiée de « populiste ». Comment surmonter et résorber cette fracture ? Les élections législatives ne vont rien arranger. D'après les sondages, LREM, avec 30% des suffrages et un taux d'abstention de 60% devrait emporter la majorité absolue. En gros, un cinquième de l'électorat (20%) disposera des quatre cinquièmes des sièges de députés... Situation absurde, totalement anti-démocratique. Le système politique traverse une crise aiguë. Sa présidentialisation à outrance se traduit par une flambée du culte de la personnalité. Désormais, l'émotion collective autour de l'image personnelle d'un homme écrase les sujets de fond. Le Parlement, symbole et creuset du débat démocratique, est réduit à l'état de simple annexe élyséenne. La vie politique donne le sentiment de se réduire à une bulle émotionnelle qui s'éloigne toujours plus loin du monde des réalités. Comment rétablir la démocratie en France, par la transformation des institutions et du code électoral, par l'usage raisonnable du référendum, par le pouvoir de proximité ? Si j'étais un responsable politique de l'opposition, de droite comme de gauche, voilà le sujet dont je me saisirais en priorité.

Christophe Bouillaud : Comme LREM est un mouvement centriste, européiste et libéral, il ne faut pas tout de même sous-estimer le fait qu'au fil des mois, les Français vont découvrir, ou plutôt redécouvrir, ce qui leur plaît ou non dans les options prises par ce parti pour la France. Les Français encore vraiment de gauche attachés à une certaine idée de la justice sociale, à un modèle social redistributif, à des libertés publiques étendues, vont rapidement bien comprendre en quoi ce gouvernement n'est pas du tout le leur. Il faut dire que le gouvernement semble vouloir y mettre du sien en proposant d'ores et déjà de rendre permanente les restrictions des libertés publiques inscrites dans les lois successives d'état d'urgence. Les campagnes de B. Hamon et J.L. Mélenchon ont bien montré qu'il existe de ce côté-là un tas d'idées que LREM n'est pas prêt de reprendre.

C'est moins net à droite par contre, surtout si l'on reste sur la ligne filloniste de libéralisme assumé. Par contre, les Français de droite, surtout les plus âgés, auront sans doute bien du mal à accepter l'accentuation de la taxation qui les vise. La défense de la petite propriété, et plus généralement des petits entrepreneurs, constituera sans doute un grand point de résistance de la droite. Il serait aussi possible que la droite se souvienne qu'elle peut être aussi conservatrice ou même sociale, mais cela supposerait d'écouter ses propres électeurs sur d'autres aspects que la lutte contre l'islamisation supposée de la France. La défense de la ruralité, et de ses valeurs de permanence dans le temps, pourrait par exemple être un autre point de résistance de la droite.

Les électeurs d'extrême-droite vont probablement voir dans LREM et ses alliés du MODEM le parti de l'étranger au pouvoir dans chaque décision prise. Ils seront au clair sur leur opposition.

Je ne crois donc pas qu'il y ait tant de risque cela de confusion chez les électeurs. En effet, LREM est certes au centre, mais, sauf à s'illusionner sur la nouveauté de la chose, il entend approfondir les politiques publiques menées depuis presque 40 ans que ce soit par la gauche ou par la droite. C'est le « barrisme » enfin arrivé seul au pouvoir. Le filon qui va de R. Barre à G. Collomb pour aboutir à E. Macron n'échappe pas au Lyonnais que je suis. La plupart des électeurs finiront par le comprendre au fil des mois. Et chacun jugera.